

Des atteintes à la reconnaissance en République Démocratique du Congo et quelques remèdes

[Attacks on recognition in the Democratic Republic of Congo and some remedies]

Georges Mushagalusa Mudekereza¹, Laurence Cishugi Njabuka¹, Victor Mituga Ntwali¹⁻², and Le Bon Mulumeoderhwa Bujiriri³

¹Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires (ISEAV, WALUNGU), Sud-Kivu, RD Congo

²Université du Cinquantenaire de Lwiro (UNI50), Sud-Kivu, RD Congo

³Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires (ISEAV, MUSHWESHWE), Sud-Kivu, RD Congo

Copyright © 2025 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The matter of political crisis in the Democratic Republic of Congo has become a large field of thoughts making the subject matter of much work in different domains of scientific research. The present piece of work deal with the same question in its philosophical aspect facing the theory of gratefulness to the various researches done about the DRC to reveal out the scope tracks of reconnaissance and then put forward some trails of solution. Being inspired by some experts together with our own experience on the field, we've suggested remedy on three levels: to leaders, to the Congolese people, and to the international partnership considering that in nowadays no state can subsist alone.

Despite the dark chart of coverages of reconnaissance of the DRC, that can dishearten the leaders, the population, and the different foreign partners whose most of them fear to arrive in Congo and invest there; it's still possible to watch out a better future in the DR Congo, a grateful society, this may drop off like manna but by a strong effect of education by reconnaissance at all the levels of its society.

KEYWORDS: Gratefulness, the Democratic Republic of Congo, coverage.

RESUME: La question de la crise politique en République Démocratique du Congo est devenue un vaste champ de réflexion faisant objet de plusieurs travaux dans divers domaines de la recherche scientifique. Le présent travail aborde la même question dans une perspective philosophique confrontant la théorie de la reconnaissance à diverses recherches effectuées sur la RDC pour y déceler les traces des atteintes de la reconnaissance et ainsi proposer quelques pistes de solution. Malgré le tableau sombre des atteintes à la reconnaissance en RDC, qui peuvent décourager les dirigeants, les citoyens et les partenaires étrangers dont nombreux craignent d'arriver au Congo et d'y investir ; il est toujours possible d'envisager un avenir meilleur en RDC, une société de reconnaissance, cela ne peut tomber comme la manne mais par un travail d'éducation à la reconnaissance à tous les niveaux de la société.

Ainsi, la présente recherche propose quelques remèdes se situant à trois niveaux, à savoir au niveau des dirigeants, au niveau des administrés et à celui des partenaires internationaux considérant que de nos jours un pays ne peut plus vivre comme une monade.

MOTS-CLES : La reconnaissance, la République Démocratique du Congo, les atteintes.

1 INTRODUCTION

La théorie de la reconnaissance qui fait objet du présent travail est une de grandes théories sociales contemporaines dont la vulgarisation constitue une contribution à l'émergence des Etats dans lesquels la dignité de l'homme est prise en compte. Mais avant toute chose, nous allons préciser que c'est contre certaines théories sociales antiques et modernes que réagit cette théorie qui n'a d'autres objectifs que la vie en harmonie entre différentes subjectivités reconnaissant à chacune une conscience de soi particulière.

Dans ce travail, nous allons tenter d'apporter une lumière aux questions touchant la reconnaissance sociale que nous avons pris le soin de formuler de la manière suivante:

- Quelle est l'origine de la théorie de la reconnaissance ?
- Quel est le sens de la théorie de la reconnaissance selon Axel Honneth ?
- Existent-ils des atteintes à la reconnaissance dans la société congolaise et quels peuvent en être les remèdes ?

Tout au long de cette recherche, nous allons tenter de porter une lumière à ces préoccupations soulevées en nous basant sur les travaux qui ont été effectués au sujet de la question de la reconnaissance d'un côté et au sujet de la vie en République Démocratique du Congo d'autre part. Nos hypothèses sont alors formulées de la manière suivante:

- La théorie de la reconnaissance remonterait dans l'étude de la philosophie sociale faite par Hegel et serait développée par Axel Honneth.
- Le sens de la reconnaissance chez Honneth consisterait à déterminer de façon satisfaisante les expériences sociales sous la pression desquelles la lutte pour la reconnaissance serait censée se produire au cours de l'histoire.
- Plusieurs défis du développement en RDC dénoteraient un déni de reconnaissance de la part des certains citoyens entre eux, des citoyens à l'égard des dirigeants, des dirigeants entre eux-mêmes mais aussi des dirigeants à l'égard des citoyens.

En entreprenant cette étude, nous ne nourrissons pas certainement la vive ambition de fournir une explication exhaustive de la théorie de la reconnaissance ni une étude minutieuse de la situation de la crise en République Démocratique du Congo, bien au contraire, nous voulons amener nos lecteurs à prendre conscience d'une de sources de la crise multidimensionnelle dont souffre cette grande république au centre de l'Afrique depuis son indépendance et même longtemps avant. Nous usons pour cela des méthodes analytico-reflexives pour comprendre les différents éléments constituant la théorie de la reconnaissance et l'actualiser dans le cadre de la vie en RDC, et la méthode herméneutique pour interpréter les différents auteurs auxquels nous recourons autant pour justifier les idées que nous avançons que pour démontrer la pertinence de notre argumentation.

Pour une présentation lucide de nos recherches, à part l'introduction et la conclusion, ce travail s'articule essentiellement autour de trois points. Ainsi, le premier point esquisse les origines historiques de la théorie de la reconnaissance, le deuxième décrypte la théorie de la reconnaissance selon Axel Honneth et le troisième décrit quelques atteintes à la reconnaissance dans la société Congolaise à la lumière de travaux des chercheurs dont la plupart sont des Congolais tout en proposant des pistes de solution toujours.

2 AUX SOURCES DE LA THÉORIE DE LA RECONNAISSANCE

Telle qu'elle est présentée aujourd'hui, la théorie de la reconnaissance remonte dans l'étude de la philosophie sociale faite par Hegel qui après avoir étudié les œuvres des contractualistes modernes à l'instar de Thomas Hobbes, John Locke et surtout J.J. Rousseau qui ont réfléchi sur l'état de la nature, et qui ont défini l'homme comme un être toujours en conflit avec l'autre, ou comme un homme libre et pouvant faire tout ce qu'il veut, ou alors comme naturellement bon mais dépravé par la nature; Hegel considérant la conscience de soi et la conscience d'autrui, présente la reconnaissance comme « *moment décisif de la confrontation avec l'autre conscience, celui qui correspond au fait que les consciences se savent consciences pour la conscience d'autrui et connaissent autrui comme conscience. La reconnaissance chez Hegel s'effectue par la médiation de la négation, de la lutte. Elle est plus fondamentale que l'intérêt. La dialectique du maître et de l'esclave est une lutte pour la reconnaissance.* » [1] En plus de ces explications, la reconnaissance chez Hegel est présentée sous trois formes constitutives du sujet à savoir: « *la reconnaissance juridique qui garantit la liberté personnelle, la reconnaissance familiale lui offre la sécurité affective et la reconnaissance politique, celle de l'Etat, considérée comme raison effective, donne à son existence un sens universel* » [1].

Les réflexions sur le thème de la reconnaissance, développée par Hegel dans son *Système de la vie éthique*, *La philosophie de l'Esprit* puis dans *La Phénoménologie de l'Esprit*, ont brusquement ressurgi au début des années 1990, comme le précise Estelle Ferrarese, [2] avec la publication de plusieurs ouvrages marquants par Axel Honneth, Charles Taylor, Jürgen Habermas,

puis Paul Ricoeur, Nancy Fraser et James Tully, notamment, qui ont fait de l'éthique et de la politique de la reconnaissance des thèmes majeurs des sciences sociales et de la philosophie politique. A en croire Franck Fischbach, il n'est pas aisé d'aborder la question de la reconnaissance en philosophie, c'est ce qu'il affirme en ces termes: « *Les usages philosophique de la notion de "reconnaissance" sont multiples et souvent ambigus. La reconnaissance peut s'entendre au triple plan cognitif, du moral et du social, ouvrant ainsi la triple perspective de l'identité, de la dignité et de l'estime* » [3]. Selon les explications de cet auteur, la notion de la reconnaissance au plan cognitif désigne le problème de l'identification d'autrui en tant que tel. A ce niveau, il est question de savoir comment il est possible que nous sachions identifier autrui comme un autre soi, un alter ego. La reconnaissance au plan moral, est celle de la dignité de l'homme et du respect. Cette reconnaissance est liée à la première c'est-à-dire celle prise au plan cognitif, dans la mesure où on ne peut reconnaître moralement un homme et le respecter comme tel si on ne l'a pas identifié en tant qu'homme. Quant à la reconnaissance sociale, il s'agit de l'estime que s'attire un individu ou un groupe en fonction des prestations sociales qui sont siennes. A ce niveau de l'analyse, l'on comprend aisément que la théorie de la reconnaissance est liée à l'existence des conflits causés entre autres par la discrimination de certaines catégories de personnes sur base de leur appartenance raciale, sociale, sur leur genre, leur foi,... Cet aspect a été développé par le Professeur Dario Perinetti dans le Séminaire d'histoire de la philosophie en 2019 à l'Université du Québec à Montréal sur la théorie de la reconnaissance. Pour lui, « *Il suffit d'évoquer les luttes féministes et les mouvements de réaffirmation des minorités opprimées, racialisées, colonisées ou marginalisées et l'expression "demande de reconnaissance" vient vite à l'esprit. Les théories de la reconnaissance tentent de donner une expression théorique à ces demandes.* » [4].

L'on peut dès lors dire que la théorie de la reconnaissance dès ses origines, tente d'expliquer les différentes manières dont les droits des certaines personnes sont méconnues et de proposer quelques voies d'issues. Dans cet angle d'idée, Dario Perinetti donne la lumière en relevant certaines vues sur ce qu'une théorie de la reconnaissance:

« *Pour certains, une théorie de la reconnaissance se limite à expliquer les mécanismes par lesquels certains droits que des individus ou des communautés devraient détenir leur sont reconnus ou refusés par d'autres individus, communautés ou institutions. Une telle théorie cherche aussi à rendre compte des conséquences morales et politiques de la reconnaissance pleine ou de son déni. Pour d'autres, une théorie de la reconnaissance fait bien davantage; elle explique la manière dont les relations intersubjectives de reconnaissance constituent ou rendent possible l'existence même de ces droits. Dans ce contexte, là où il n'y a pas des relations de reconnaissance, il ne saurait y avoir des droits. D'autres encore, considèrent la reconnaissance comme une relation éthique qui permet d'expliquer et d'évaluer l'expérience morale. Finalement, Hegel et certains de ses héritiers (Honneth, Taylor) considèrent qu'une telle théorie a pour fonction d'expliquer comment les relations de reconnaissance constituent l'identité des sujets.* » [4] Il convient de noter qu'il existe une variété de compréhension et d'explication de la théorie de la reconnaissance. Dans la suite de ce travail, nous allons nous arrêter à la conception de la reconnaissance chez Axel Honneth.

3 LA THÉORIE DE LA RECONNAISSANCE CHEZ AXEL HONNETH

La théorie de la reconnaissance développée par Axel Honneth comme cela se sous-entend déjà à partir de ce qui précède tire sa source dans la pensée sociale de Hegel. C'est à juste titre que le Père Augustin Wiliwoli [5] que la théorie de la reconnaissance de Honneth se présente comme une symbiose de la pensée de Hegel et Mead. Tout en reconnaissant sa dépendance à Hegel et Mead, néanmoins le Père Wiliwoli relève deux niveaux auxquels Honneth dépasse ses deux prédécesseurs à savoir que ceux-ci, d'une part « *ne sont pas arrivés à découvrir que les types de relation (l'amour, le droit et l'estime sociale) se rapportent aussi au rapport de l'individu d'avec lui-même* » [5] et d'autre part (il cite un extrait d'Axel Honneth), « *...aucun de ces deux penseurs, en effet n'a su déterminer de façon satisfaisante les expériences sociales sous la pression desquelles la lutte pour la reconnaissance est censée se produire au cours de l'histoire. On ne trouve ni chez Hegel ni chez Mead un examen systématique des formes des mépris qui, comme le penchant négatif de différents rapports de reconnaissance, amènent les acteurs sociaux à faire l'expérience concrète d'un déni de reconnaissance* » [5].

Par la suite Honneth développe les trois modes de reconnaissance à savoir la relation amoureuse, la reconnaissance juridique et la reconnaissance culturelle ainsi que les trois formes de mépris qui sont les atteintes à l'intégrité physique, juridique et morale de la personne humaine. Nous remarquons que tout en reconnaissant la division tripartite des formes de reconnaissance réciproque reconnu Hegel, Honneth y ajoute les formes de mépris correspondant à chaque stade de reconnaissance. Mais quel serait l'objectif d'une telle démarche ? L'objectif est selon A. Honneth de « *réfléchir aux contours que devait prendre une société pour assurer à ses membres les conditions d'une "vie bonne"* » [6]. Il s'agit de réfléchir sur les critères d'une société qui fonctionne bien. A la question de savoir ce qu'une société qui fonctionne bien, Honneth répond: « *C'est une société dont l'environnement social, culturel ou politique permet aux individus de développer une identité autonome ou une relation positive à soi-même. C'est une société dans laquelle chacun devrait pouvoir devenir ce qu'il souhaite être sans avoir à en passer par l'expérience douloureuse du mépris ou du déni de la reconnaissance* » [6].

A la lumière de cette théorie de la reconnaissance, ayant son objectif en vue, nous allons jeter un regard sur la vie en République Démocratique du Congo et tenter d'en relever les atteintes possibles de la reconnaissance.

4 QUELQUES ATTEINTES À LA RECONNAISSANCE EN RDC ET ESSAIS DE SOLUTIONS

4.1 LES ATTEINTES À LA RECONNAISSANCE EN RDC

La question de la reconnaissance est un problème d'actualité dans ce pays la RDC. En effet, plusieurs défis du développement en RDC dénotent un déni de reconnaissance de la part des certains citoyens entre eux, des citoyens à l'égard des dirigeants, des dirigeants entre eux-mêmes mais aussi des dirigeant à l'égard des citoyens.

Pour mieux comprendre le problème de la reconnaissance en RDC, il faut partir par le fait que la RDC est un Etat en crise. Beaucoup d'études ont déjà été faites sur la crise en RDC, et la plupart de chercheurs ont soutenu qu'il y a problème de déni de la reconnaissance à la base. Les études sur la crise en RDC soulignent l'existence d'une crise politique, une crise économique, une crise socioculturelle, et d'aucun parlent d'une crise humanitaire. S'exprimant au sujet de la crise en RDC, André Mbata Mangu mentionne dans l'éditorial de la Revue africaine de la démocratie et de la gouvernance: « *A la crise politique et institutionnelle qui est la mère de toutes les crises du Congo est venu se greffer une crise économique et sociale sans précédent. Le pays bat tous les records négatifs en termes de gouvernance politique, économique et social* » [7]. Il nous est alors possible de relever, en nous basant sur les recherches des experts et sur notre expérience en tant que congolais, quelques cas d'atteintes à la reconnaissance en RDC.

-Dénis Mukwege, Prix Nobel de la paix en 2018, parlant de la crise en RDC dénonce ce que l'on pourrait appeler le déni de la citoyenneté à certains citoyens. Il formule sa pensée en ces termes: « *La société congolaise est donc une société de domination et de répression de l'homme* » [8]. La domination en RDC ne concerne pas seulement la classe dirigeante, mais tout citoyen qui a une parcelle de pouvoir sur l'autre, cherche à le dominer, à l'exploiter au mépris de la loi. On y trouve ainsi des citoyens qui sont tellement protégés au point qu'ils se comportent comme si la loi n'existe pas. Et si la loi existe, certains citoyens se comportent comme si la loi a été faite par eux, pour eux et contre les autres. Cela compromet l'avenir meilleur de la société. Dans cette catégorie des citoyens se trouvent en premier lieu les dirigeants, spécifiquement ceux de la majorité au pouvoir et leurs amis et familiers, les grands opérateurs économiques, les officiers de la l'armée et de la police, les autorités administratives du secteur étatique ou privé, etc. Pour la majorité de ces gens, la loi n'a pas beaucoup de valeur, ils peuvent nuire à un paisible citoyen sans en courir aucun risque. On entend certains dire aux autres citoyens « vous ne pouvez rien contre moi », « je ne peux pas passer une nuit en prison sinon j'appelle dans la capitale », « je suis le fils, amis ou proche de telle personnalité, osez me toucher vous aller voir », etc. A cette domination s'ajoute la culture clientéliste et de la corruption presque généralisée dans tous les secteurs de la vie sociale; ce qui ne permet pas au pays de décoller. En outre, on constate que certaines personnes ne paient pas les impôts et certaines taxes parce qu'elles appartiennent à telle ou telle autre catégorie sociale.

Les répressions sont plus fréquentes et souvent sanglantes contre certaines catégories défavorisées surtout lorsque celles-ci tentent de réclamer le respect de leurs droits. Il suffit que certains fonctionnaires, les enseignants par exemple, se décident de faire une marche sur la voie publique pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail pour voir les autorités ordonner la police d'aller disperser les manifestants. Certains des manifestants en sortent fouettés, molestés, blâssés...et n'ont pas où se plaindre. Il en est de même pour les membres de l'opposition, lorsqu'ils cherchent à dénoncer ce qui ne marche pas au pays, ils sont directement visés pour l'intimidation, l'emprisonnement et l'exil forcé. Les hommes de science, les journalistes et les activistes des droits de l'homme sont les plus ciblés par les répressions en RDC malgré l'existence de d'un arsenal juridique protégeant leurs métiers.

C'est avec raison que Thierry Nlandu Mayamba, quant à lui, dénonce chez les intellectuels au pouvoir ce qu'il appelle « *fétichisme intellectuel déprimant sans morale ni éthique.* » [9] Vivants à la recherche perpétuelle « *du pouvoir, de l'avoir et du valoir* » [9] ceux-ci ne reconnaissent aux citoyens congolais ni dignité ni droit. Il interpelle les intellectuels au pouvoir qui se moquent des valeurs éthiques et chrétiennes pour se livrer au fétichisme et à la profanation des valeurs, des lieux et mêmes des personnes. Certains d'entre eux estiment que leurs diplômes ne valent rien et que seul le fétichisme peut les aider à atteindre leur idéal qui n'est pas le service de la nation mais plutôt le pouvoir, l'avoir, le valoir et le prévaloir. Il exprime son embarras en ces termes:

« *Nos diplômés, des Lazares [10] du monde du pouvoir n'acceptent pas de scrupules. Ils affirment vertement que plus on joue au moralisme, plus on se soucie du bien, du vrai, bref, d'une science avec conscience ou mieux d'une certaine éthique, plus on réduit ses chances de participer au pouvoir carnivore. Et la meilleure façon de s'y préparer c'est de profaner ce qu'on a de plus cher au monde: sa femme, sa fille de 16 ans, ses étudiants, ses frères et sœurs, son propre être et surtout le sacré* » [10].

Il déplore le mélange indécent du fétichisme avec la modernité faisant cohabiter à la fois les objets magiques cachés dans les habits qu'on porte avec les objets luxueux qu'on brandit pour exhiber la richesse qu'on a acquise au mépris de sa conscience d'intellectuel et de la dignité de ses concitoyens qu'on prétend pourtant servir. Pour se rendre compte du degré de désacralisation des diplômés congolais, il propose ce qui suit: « *Il suffit d'en déshabiller un. En dessous de la ceinture en peau de crocodile de son pantalon marque Arizoni, vous trouverez le ruban en raphia de Kasongo-Lunda. [11] La chaîne en or d'Anvers aura pour compagnon la liane de chanvre de Tshimbulu. [12] La médaille de la vierge des Pauvres côtoiera la statuette de "mingazi" de Bulungu [13] et la petite bouteille de parfum Avon cohabitera avec la bouteille d'huile de palme de PLZ/Boteka [14]* ». Il y a là une marque de la perte du sens de l'engagement politique. Les dirigeants d'un tel portait ne peuvent que conduire le peuple dans la ruine, étant donné qu'ils réduisent au mépris la valeur de la personne humaine.

A cet effet, Alphonse Ntumba Luaba insiste sur ce qu'il nomme « *Empire du silence* » et de « *l'Empire du crime* » [15], lorsqu'il se demande si le Congo aurait hérité des crimes qui se commettaient en son sein pendant l'époque coloniale. Les crimes décrits par Doyle et Hochschild sont étonnamment encore d'actualité plus de 130 ans plus tard observe Ntumba Lwaba avant d'énumérer: « *La tradition de razzias, les mains coupées, les membres amputés, les villages brûlés, les chefs coutumiers décapités, les religieux récalcitrants assassinés, diverses infrastructures saccagées, les combattants de la liberté et des droits de l'homme malmenés ou assassinés, les femmes violées, la justice instrumentalisée...* ». Et tous ces crimes se commettent aux yeux de tous et personne n'ose en parler au risque de perdre la vie. Et ceci se fait dans le but d'instaurer la terreur en vue de continuer à exploiter, dans une culture d'impunité, toutes les ressources matérielles et humaine de la RDC. C'est une véritable image de l'époque coloniale en face de laquelle on continue à vivre actuellement en RDC, comme on peut l'entendre dans ces passages de Ntumba Lwaba: « *Le syndrome léopoldien prévaricateur et de pillage des ressources avec une gouvernance forte, féroce et sanglante continue à caractériser la gestion congolaise d'un Etat sans consistance. Et ceux qui osent parler en subissent les conséquences pour que la peur règne, que les gens se taisent et que l'exploitation des ressources et des hommes perdurent* » [15].

En plus de tous les méfaits que nous venons d'épingler comme étant à la base de la crise en RDC, la plupart de chercheurs dénoncent ou déplore le silence ou la participation des intellectuels dans l'effondrement de la nation. Face à cette multicrise, selon le langage de Bertin Beya Malengu, ce dernier s'interroge en ces termes: « *Où sont passés les intellectuels ?* » [16] Ce penseur constate que depuis la période coloniale jusqu'à nos jours les intellectuels n'ont jamais joué le rôle que la masse populaire attend d'eux: « *En tout cas, les masses populaires attendaient voir les intellectuels au front de leur lutte et de leurs mouvements, mais ne les voyant pas, sauf une infime minorité. C'est trop important d'avoir un réservoir d'intellectuels et critiques et organiques. Mais hélas, il y a lieu de chanter le requiem pour eux.* » Pour lui, le peuple congolais est à la recherche des intellectuels organiques et voudrait les voir apporter leur éclairage et s'engager dans l'action à ses côtés. Il reconnaît que beaucoup d'intellectuels congolais hésitent de s'engager dans la politique par peur de perdre un peu ou totalement leur indépendance, leur liberté de penser ou de critiquer et préfèrent ainsi jeter leur éponge en se réfugiant dans la neutralité ou s'enfermant dans leur tour d'ivoire. A ceux-ci, il recommande plutôt de « *développer une neutralité active, une autonomie positive et mériter et mériter alors le fameux jugement péremptoire de Charles Péguy sur les intellectuels: "ils ont les mains pures, mais le malheur, c'est qu'ils n'ont pas de mains".* » [16] Et ensuite, il interpelle les intellectuels par cette formule presque religieuse: « *Au tribunal de l'histoire, on ne nous demandera pas si nous avons les mains propres, mais ce que nous avons pu faire de nos mains dans l'avènement d'un Congo meilleur* » [16]. Plusieurs intellectuels qui se décident d'embrasser le métier politique se trouvent engloutis par le système de prédation mis en place et ceux-ci deviennent plus toxiques qu'on ne pourrait l'imaginer.

A bien y regarder, l'on se rendrait compte que les articles pris pour référence dans ce chapitre datent de 2017 et l'on se demanderait si la vie politique, économique et sociale n'a pas évolué alors que nous avons un président élu depuis décembre 2018. La réponse à cette question est négative ! Car on pourrait dire, sans être pessimiste, que la vie d'après les élections de 2018 devient de plus en plus pire qu'avant. Rien n'a évolué comme on l'attendait. Sans entrer dans les considérations plus spécifiques aux savants, tout observateur attentif pourrait sans peine relever:

-Le mensonge et le populisme au sommet de l'Etat: pendant la période de campagne électorale, certains politiques promettaient à la population de leur accorder la confiance, car ces derniers ont l'objectif de transformer la RDC en Allemagne d'Afrique dans quelques années. Aujourd'hui, les infrastructures restent les mêmes ou en état de dégradation très avancé, les routes en villes comme en campagnes sont toujours cahoteuses, l'eau demeure une denrée rare pour beaucoup; le courant électrique, un mystère pour d'autre. La guerre à l'Est du pays continue à faire des morts, des blessés et des déplacés de guerre, sans que les autorités ne puissent apporter des solutions appropriées à ces problèmes.

- L'impunité continue à faire parler d'elle et la justice n'existe que de nom,
- L'instabilité de la monnaie face au taux des dollars ne fait que plonger la population dans une incertitude totale. En effet, lorsque l'actuel président a pris le pouvoir en 2018, un dollar américain avait la valeur de 1000fc, actuellement un dollar

vaut de 2850fc à 3500fc, selon la région. Entre temps, le primat de dollar sur la monnaie nationale ne favorise pas le développement économique surtout pour les personnes à faible revenu.

- La corruption se pratique à ciel ouvert, c'est-à-dire publiquement. Il suffit de rouler en voiture, les policiers ne cessent de s'illustrer dans la corruption, car au lieu de contrôler les documents, c'est plutôt l'argent qu'ils demandent. Il existe plusieurs expressions pour désigner cet argent à Bukavu: massage, mayi (de l'eau)... Dans les bureaux de l'Etat, il est difficile d'accéder à un document sans donner de l'argent.
- L'accès aux soins de santé demeure un luxe malgré, car il n'existe pas une véritable politique de santé permettant aux citoyens d'accéder aux soins de santé de qualité. Nous trouvons, par exemple que les politiciens congolais, se font soigner à l'extérieur du pays, car ils sont conscients que les hôpitaux sont, pour la plupart, peu équipés et moins performants en termes de service.
- L'absence d'une politique d'emploi en faveur des jeunes constitue un goulot d'étranglement pour le pays. En conséquence, c'est dans cette jeunesse abandonnée à la drogue et à l'alcoolisme que les forces négatives recrutent aisément les rebelles commettant ainsi plusieurs crimes aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- L'enseignement primaire est dite gratuite dans les écoles officielles, néanmoins beaucoup d'enseignants ne sont pas payés, les écoles sont très insuffisantes et les enseignants dits payés n'ont pas un salaire décent pouvant leur permettre de satisfaire aux besoins fondamentaux. En ville, l'enseignement est devenu un fonds de commerce, car l'école officielle étant dévalorisée, les riches créent des écoles privées où seuls les enfants des nantis peuvent recevoir un enseignement de qualité pendant que la majorité du peuple se contente d'un enseignement approximatif donné par les enseignants non motivés et non contrôlés. Par ailleurs, les enfants des dignitaires vont à l'étranger, pas pour raison de l'univers, mais à cause de l'opinion de sous-estimation du niveau de la formation au pays.
- La pauvreté de masse est remarquable et l'action de l'Etat ne s'annonce pas efficace pour endiguer ce phénomène, au point que le peuple accuse les autorités de l'avoir sacrifié.
- Le tribalisme règne en maître absolu dans les institutions tant privées qu'officielles. Etant donné que le chômage est généralisé, le critère de recrutement n'est plus l'excellence mais plutôt la proximité socio-culturelle entre les acteurs. D'aucuns ne voudraient sauver un inconnu, excellent soit-il. D'où le système de recommandation qui est devenu monnaie courante en cas de vacance de poste. Les élèves finalistes du secondaire de l'année scolaire 2021-2022 ont dénoncé en vain à Bukavu le recrutement des examinateurs à l'examen oral de français incapables de lire les questionnaires des examens auxquels ils les soumettaient. Ces examinateurs étaient malheureusement recommandés par les autorités administratives de la place au mépris de la formation des enfants et ainsi toute la jeunesse.
- A l'université et à l'institut supérieur, il n'existe pas des bourses d'études ni pour les étudiants ni pour les enseignants qui doivent se spécialiser. Chacun doit pourvoir à ses besoins de formation et de recherche. Et lorsque l'Université ou l'institut supérieur a décroché une bourse auprès d'un partenaire, la sélection du candidat bénéficiaire de la bourse est fonction des liens d'affinités familiale ou tribale.

Il est donc impossible de ne pas voir dans ce tableau déjà sombre sans que les éléments ne soient exhaustifs, un déni de la reconnaissance de l'homme à tous les niveaux. La République Démocratique du Congo est encore loin de donner à l'homme la valeur et la dignité méritante. C'est dans cette logique que le sou-point qui suit propose quelques pistes de solution à cette situation.

4.2 QUELQUES REMÈDES AUX ATTEINTES À LA RECONNAISSANCE EN RDC

Comme solutions, nous proposerons en premier lieu le respect envers ce pays par des congolais d'abord en tant que bien commun légué par nos aïeux, car comme le dit A. Mbata Nangu: « *La principale cause de la crise du Congo se situe ainsi dans le non-respect de l'héritage commun laissé par les pères de l'indépendance et du "serment de liberté" légué à la postérité par chaque génération de congolais.* » [7] Pour clore son désagrément A. Mbata Nangu avoue que « *plus d'un demi-siècle de son indépendance, la RDC n'est pas encore devenue une véritable "République", encore moins une République démocratique* » [7]. Ensuite, et à l'image de Mukwege, il sied de constater que face à cet activisme malsain des dirigeants caractérisés par la domination et la répression, ce qu'il faut aux citoyens et aux intellectuels en particulier, c'est la prise de conscience, être réalistes. Et pour lui, conscient que les négociations ont montré leur limite pendant vingt ans, de proposer de « *déplacer l'onglet et le curseur* », il s'agit pour lui « *d'inverser notre pyramide de valeurs en donnant plus d'importance aux mouvements citoyens de la base* » car, il pense que la force de ce mouvement ne peut être alimentée que par les intellectuels. C'est qu'il faut entendre par cette déclaration: « *L'élite intellectuelle est la lumière d'une nation* » [8].

De par les défis relevés par T. Nlandu Mayamba, dénonçant le fétichisme intellectuel, le remède que nous pouvons proposer est une véritable conversion éthique qui doit passer par l'amour du pays et celui de concitoyens. Cet auteur s'exprime en ces termes: « *A mon avis, le point de départ de l'élite de demain ne pourra être qu'une révolution culturelle qui réinstaurera l'ère de l'éthique dans notre pays. Le demain du Congo sera éthique ou le Congo cessera d'exister. Nous Congolais devons tous, chaque jour, en être conscients* » [9]. Cela n'est rien d'autre que le changement de mentalité.

Ntumba Lwaba, à son tour, après avoir relevé les crimes et les silences qui les accompagnent en RDC, interpelle les intellectuels congolais « *qu'il faut avoir renforcé le respect de la démocratie* » [15].

Pour André Mbata Mangu, tout le mal vient des intellectuels qu'il pointe du doigt et désavoue beaucoup d'entre eux en choisissant des termes impitoyables: « *de servilisme, de vagabondage, de transhumance intellectuelle, du chantre de la dictature ou de thuriféraire du régime* » [17].

Il invite par la suite les intellectuels à s'émanciper idéologiquement, économiquement et financièrement de la classe politique et des régimes politiques qui veulent les maintenir sous leur joug et à leur service pour leur propre survie.

En s'appuyant sur l'idée de Mushagalusa qui considère la crise en RDC comme due à un déni terrible de la reconnaissance, il situe les causes à trois niveaux:

« *1° Chez les dirigeants: un manque du véritable sens de service chez certains dans l'exercice de la politique. Nombreux d'entre eux se contentent de conserver le pouvoir au mépris des valeurs éthiques et finissent par exercer le pouvoir pour le pouvoir.*

2° Chez les administrés: une lâcheté et une paresse devant l'oppression. Au lieu de changer les choses, le peuple Congolais continue à attendre le changement.

3° Chez les puissances internationales: le souci de maintenir leur puissance sur les richesses de la R.D.C. sous forme d'aide ou d'arbitrage dans le conflit » [18]. Autrement ce pays est devenu comme un bien non profitable aux citoyens congolais avec telle alimentation directement ou indirectement des conflits, en soutenant des guerres qui plongent le pays dans un cercle vicieux de sous-développement.

Après ce constat, formulons alors ce que nous pouvons considérer comme un remède à cette situation d'impasse dans laquelle se trouve plongée la RDC. Ce remède se résume dans ce que nous appelons la " resocialisation aux valeurs de la citoyenneté " qui se base sur l'éducation active à l'amour du pays, au respect des biens publics, au respect des valeurs démocratiques, de la bonne gouvernance, de la culture politique de participation. Elle implique le renoncement à toute trahison de la patrie, à la dénonciation des antivaleurs, à l'implication aux travaux communautaires, à l'amour du travail, au respect de la personne humaine, à la bonne gestion des affaires publiques. Cette resocialisation consisterait:

« *- Pour les dirigeants, il consiste en une culture d'un véritable sens de service et de l'honneur. Il s'agit précisément de considérer le pouvoir non comme une carrière mais bien comme un mandat. C'est dans cet esprit que l'alternance ne serait plus perçue ni comme une déchéance ni comme une incapacité de bien faire mais comme une occasion de donner aux autres citoyens l'occasion de servir à leur tour la nation. Cela éviterait les dirigeants d'être qualifiés de dictateur, de dinosaure par des étrangers comme c'est fût le cas pour certains haut responsables du pays.*

- Pour les citoyens administrés, l'engagement politique éthique réaliste consiste en un courage héroïque de combattre les injustices d'où qu'elles viennent. Les citoyens doivent être exigeants à l'égard de leurs dirigeants. Cela ne peut être possible que si le peuple est bien éduqué en matière de la politique. A ce niveau, l'éducation politique de la population est un impératif capital.

- Pour les puissances internationales, il s'agit de cesser de considérer la RDC comme un éternel assisté, de comprendre que les congolais peuvent décoller de leurs ailes et qu'ils peuvent eux-mêmes arbitrer leurs différends » [18].

EN GUISE DE CONCLUSION

Au terme de cette réflexion sur la théorie de la reconnaissance dont l'objectif était d'épingler les atteintes de la reconnaissance et en proposer les remèdes, il sied avant toute chose de revenir sur les grandes articulations qui l'on constituées. Au départ, il était question de définir et de présenter l'origine de la théorie de la reconnaissance. A ce niveau nous avons évoqué le nom de Hegel et de Mead comme principaux inspirateurs d'Axel Honneth sur la théorie de la reconnaissance. En deuxième lieu, nous avons évoqué la reconnaissance chez A. Honneth, nous avons montré que celui-ci reconnaît sa dépendance à Hegel et Mead en soutenant la division tripartite des modes de reconnaissance mais il y ajoute les formes de mépris correspondant à chaque stade de reconnaissance. En troisième lieu, nous avons tenté de relever les atteintes à la reconnaissance et à ce niveau nous avons constaté qu'il fallait plutôt parler d'une crise politique, une crise économique, une

crise socioculturelle, et d'aucun parlent d'une crise humanitaire sinon d'une « multi crise ». Au chapitre des remèdes, nous inspirant de certains spécialistes et de notre expérience sur terrain, nous avons proposé les remèdes à trois niveaux à savoir au niveau des dirigeants, au niveau des administrés et au niveau des partenaires internationaux considérant que de nos jours un pays ne peut plus vivre comme une monade.

Somme toute, malgré le tableau sombre des atteintes à la reconnaissance en RDC, qui peuvent décourager les dirigeants et les citoyens comme d'ailleurs en témoignent les migrations quotidiennes de congolais pour d'autres pays d'Afrique ou des autres continents, et les partenaires étrangers dont nombreux craignent d'arriver au Congo et d'y investir; il est toujours possible d'envisager un avenir meilleur en RDC, une société de reconnaissance, cela ne peut tomber comme la manne mais par un travail d'éducation à la reconnaissance à tous les niveaux de la société. Tous les intellectuels et notamment les philosophes sont donc invités à s'y pencher à la suite du Père A. Wiliwoli dont les travaux scientifiques dans ce sens méritent la vulgarisation. Sans quoi, passer outre va en contre-courant de la reconnaissance et sous-entend une forme de gouvernance qui n'est rien d'autre que la méconnaissance de la res publica.

REFERENCES

- [1] Godin, C., Dictionnaire de philosophie, Ed. Fayard, Paris, 2004.
- [2] Ferrarese, E., « Qu'est-ce qu'une lutte pour la reconnaissance ? Réflexion sur l'antagonisme dans les théories contemporaines de la reconnaissance » in *Politique et Société*, vol 28, numéro 3, 2009.
- [3] Fischbach, F., « Reconnaissance » in M. Blay (Dir), Grand dictionnaire de la Philosophie, CNRS EDITIONS, 2003.
- [4] Perinetti, D., « les théories de la reconnaissance », Séminaire d'histoire de la philosophie, www.google.com, consulté le 02 août 2023.
- [5] Wiliwoli, A., De la lutte pour la reconnaissance à la lutte pour la reconnaissance mutuelle chez Axel Honneth, cours, M1philosophie, <http://www.domuni.org>.
- [6] Lagnel-lavastine, A. « Axel Honneth: sans la reconnaissance, l'individu ne peut se penser en sujet de sa propre vie », in *philosophie magazine*, publié le 06 décembre 2006, www.philomag.com, consulté le 02 août 2023.
- [7] Mbata Mangu, A., « La République Démocratique du Congo en péril: responsabilité sociale des universitaires et d'autres intellectuels congolais » in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [8] Mukwege, D., « Intellectuels congolais: Mission et devoir dans une nation en péril » in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [9] Nlandu Mayamba, T., « La République Démocratique du Congo: Des intellectuels en quête de sens, d'essence et d'être », in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [10] Le terme Lazare selon l'auteur de l'article dans la note de bas de page, fait allusion au Lazare de la Bible qui se tient au bas de la table du maître et se nourrit des miettes qui tombent ou qu'on lui jette.
- [11] Kasongo-lunda: cité de la province du Kwango en RDC.
- [12] Tshimbulu: Contrée dans la province du Kasai en RDC.
- [13] Bulungu: Contrée dans la province du Kwilu en RDC.
- [14] Boteka: Site huileries de PLZ dans la province de l'Equateur en RDC.
- [15] Ntumba Lwaba, A., « Le mal-être des universitaires et intellectuels congolais: oser s'assumer » in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [16] Beya Malengu, B., « Engagement et responsabilité des intellectuels congolais: Hier, Aujourd'hui et demain », in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [17] Mbata Mangu, A., « La contribution des intellectuels à l'établissement et à la consolidation des régimes autoritaires en Afrique: La République Démocratique du Congo en action », in *Revue africaine de la démocratie et gouvernance*, vol 4, N°3&4, 2017.
- [18] Mushagalusa M., « Ethique et engagement politique pour la paix en République Démocratique du Congo (R.D.C.), in international Journal of Innovation and Scientific Research, Vol. 31 No. 1 Jun. 2017. <http://www.ijsr-issr-journals.org/>.